

Aide internationale à la Palestine : il est temps de changer de cap

La dépendance à l'aide internationale a dépouillé les Palestiniens de toute capacité de résister au colonialisme, à l'apartheid et à l'oppression. Il est temps d'enterrer le modèle d'aide inefficace d'Oslo.

Par Alaa Tartir, vendredi 30 Décembre 2017

Alors que l'administration américaine intensifie ses menaces de couper les subventions à l'Autorité Palestinienne (AP), et que le Danemark et la Norvège semblent poser de plus en plus de conditions à l'obtention de leurs subventions, il est temps pour les responsables politiques de prendre les mesures nécessaires pour changer de cap et enterrer le modèle d'aide des Accords d'Oslo.

Ni le modèle d'aide des Accords d'Oslo, ni les milliards de financement injectés en Palestine n'ont rapproché les Palestiniens de leur liberté, de leur auto-détermination ou de leur état. Cela ne leur a pas non plus apporté un développement durable. C'est plutôt totalement le contraire.

La dépendance à l'aide

Le flux d'aide pendant ces dernières décennies a eu pour conséquences d'enraciner la dépendance à l'aide internationale et d'aggraver les déficiences et distorsions structurelles dans l'économie palestinienne, ce qui dépouille les Palestiniens de toute capacité à résister au colonialisme, à l'apartheid et à l'oppression.

Malgré l'échec apparent du système d'aide à apporter un changement significatif, positif et durable dans la vie des Palestiniens, les acteurs principaux de l'industrie de

l'aide internationale sont réticents à s'attaquer aux causes profondes, et la pensée conventionnelle de l'industrie de l'aide continue de faire la loi.

Cette pensée conventionnelle est comme suit : les Etats-Unis décident, la Banque Mondiale dirige, l'Union Européenne paie, l'ONU alimente, et Israël détruit. Enterrer le modèle d'aide des Accords d'Oslo nécessite de créer une nouvelle équation, une formule dans laquelle les Palestiniens tiennent les reines et où la responsabilité, la transparence et l'efficacité sont au centre.

Dans le cas contraire, les milliards de subventions vont continuer de causer des dommages et de faire perdurer le nuisible statu quo qui nie les droits humains et les droits des Palestiniens.

Les principaux bénéficiaires

Après un quart de siècle de dépendance excessive, il convient par conséquent d'observer certaines des tendances de l'aide internationale et les preuves quantitatives existantes, comme mon collègue Jeremy Wildeman et moi-même l'avons précisé dans un récent rapport ([cliquez ici](#) pour accéder au rapport entier).

Selon l'Organisation pour la Coopération Economique et le Développement (OCED), plus de 35 milliards de dollars de subventions ont été dépensés en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza entre 1993 et 2016.

Sur les 35 milliards de dollars, environ 24 milliards (70 % de l'aide totale) furent versés entre 2006 et 2016, avec une moyenne de 2,2 milliards de dollars par an, et 560 dollars par personne par an. De tels chiffres classent les Palestiniens parmi les plus importants bénéficiaires au monde de l'aide non-militaire distribuée per capita.

Selon les données de l'OCED, les 12 principaux donneurs

apportèrent, ces cinq dernières années, environ 89 pourcents de l'aide globale à la Palestine. Les 6 principaux donateurs sont les Etats-Unis, l'Union Européenne, l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient), la Norvège, l'Allemagne et la Grande Bretagne. Ils ont fourni 70 % de l'aide totale.

Cependant, selon les rapports financiers du ministère des finances de l'AP, entre 2012 et 2016, l'AP a reçu approximativement 4,481 milliards de dollars de subventions, dont 39 % provenaient de donateurs arabes et 61 % de donateurs non-arabes.

Selon les chiffres collectés au ministère des finances de l'AP, les quatre plus gros donateurs de l'AP étaient l'UE (981 millions de dollars), l'Arabie Saoudite (908 millions de dollars), les fonds transférés par la Banque Mondiale (872 millions de dollars) et les Etats-Unis (477 millions de dollars).

Les plus gros donateurs

L'aide de l'UE, mise à part l'aide bilatérale engagée par ses états membres, totalisa 5,964 milliards d'euros de 2000 à 2015. Pendant cette période (2000-2015), 43 pourcents de l'aide des institutions de l'UE fut apportée comme soutien direct au budget de l'AP, 31 pourcents à l'UNRWA et 10 pourcents à l'aide humanitaire.

Selon l'UE, en plus de la Norvège, les cinq principaux donateurs bilatéraux européens à l'AP et aux Palestiniens entre 2012 et 2014 étaient l'Allemagne (378,9 millions de dollars), le Royaume Uni (314,6 millions de dollars), la France (195,5 millions de dollars), la Suède (195,4 million de dollars) et le Danemark (98,5 millions de dollars).

Pour ce qui est des trois pays (les Etats-Unis, le Danemark et la Norvège) menaçant d'utiliser la carte de l'aide internationale pour mettre davantage de pression sur les

Palestiniens, c'est leur record.

Selon les statistiques de la NORAD (l'Agence Norvégienne pour le Développement de la Coopération), l'aide de la Norvège aux territoires palestiniens occupés (TPO) représente environ 77 millions de dollars en moyenne par an entre 2011 et 2016.

Près de la moitié de ces subventions furent allouées à l'AP comme appui direct à son budget, et 21 pourcents furent alloués au secteur de la bonne gouvernance. Environ 63 pourcents était gérés par des organisations multilatérales (principalement la Banque Mondiale), et 22 pourcents par des organisations non-gouvernementales norvégiennes (principalement le Norwegian Refugee Council, la Croix Rouge norvégienne et Norwegian People's Aid).

Selon les statistiques de l'Agence Danoise pour le Développement International (DANAID), l'aide du Danemark aux TPO était d'environ 25 millions de dollars en moyenne par an entre 2012 et 2017.

La totalité de l'aide danoise aux TPO est en diminution depuis 2013, particulièrement en 2016, où seuls 5,5 millions de dollars furent versés. L'aide danoise est principalement transférée par la Banque Mondiale, l'UE et depuis quelques temps par des sociétés internationales de conseil.

Un soutien supplémentaire à Israël

Enfin, l'assistance financière des Etats-Unis est fondamentalement et intrinsèquement problématique, et l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID) agit comme bras droit de l'occupation coloniale israélienne, directement et indirectement.

D'un point de vue critique, on pourrait dire que le soutien américain aux Palestiniens est véritablement un soutien supplémentaire à Israël et à sa sécurité. Selon les données

de l'Assistance Etrangère, l'aide des Etats-Unis aux Palestiniens entre 2012 et 2017 représente environ 1,8 milliards de dollars (alors que le montant prévu était de 2,3 milliards de dollars), avec une moyenne annuelle de 300 millions de dollars (la moyenne annuelle prévue était de 385 millions de dollars).

Indépendamment de la dimension quantitative de l'aide, les faits sur le terrain et les indicateurs socio-économiques mènent à une conclusion évidente : il est temps d'enterrer le modèle d'aide inefficace d'Oslo.

Un quart de siècle est suffisant pour tirer de nombreuses leçons mais l'une d'entre elles est particulièrement pertinente : l'aide internationale, quelle que soit sa quantité, ne sera jamais efficace si elle continue d'être injectée dans le cadre politique et économique biaisé et perverti des Accords d'Oslo.

Le développement en Palestine doit urgemment passer d'un modèle qui considère le développement comme une approche technocratique, apolitique et « neutre » à un modèle qui reconnaît les structures du pouvoir, les relations de domination coloniale et réorganise les processus de développement comme liés à la lutte pour les droits, la résistance et l'émancipation.

– Dr Alaa Tartir est le directeur de programme d'Al-Shabaka : The Palestinian Policy Network et associé de recherche au Centre on Conflict, Development and Peacebuilding (CCDP) au Graduate Institute of International and Development Studies (IHEID) à Genève, en Suisse. Suivez Alaa Tartir sur Twitter @alaatartir et lisez ses publications sur www.alaatartir.com

Traduction : Lauriane G. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Middle East Eye](http://MiddleEastEye.com)